



**Coalition pour l'Education Pour Tous «BAFASHEBIGE»**

Siège social: ROHERO I, Av.Bubanza N°9, Arome 2<sup>eme</sup> étage

Tél. (+257)75 731 726 /79947364 E-mail :bafashebige@gmail.com

Site web: [www.bafashebige.org](http://www.bafashebige.org)

## **Plan stratégique de la Coalition Education Pour Tous BAFASHEBIGE 2021-2025**

Bujumbura, Février 2021

Table des matières	
Liste des abréviations .....	3
Résumé exécutif .....	4
1. Introduction .....	6
2. Contexte et justification de l'élaboration du plan stratégique 20121-2025 .....	6
2.1. Contexte .....	6
2.1.1. Contexte administratif et politique .....	6
2.1.3. Contexte économique .....	7
2.1.4. Contexte social .....	7
2.1.5. Contexte technologique .....	8
2.1.6. Contexte environnemental et écologique .....	8
2.1.7. Environnement légal .....	9
2.2. Justification de l'élaboration du Plan Stratégique 2021-2025 .....	<b>10</b>
3. Données identitaires de la Coalition .....	10
3.1. Brève historique de la Coalition .....	10
3.2. Organes statutaires de la Coalition .....	10
3.3. Vision, mission et valeurs fondamentales de la Coalition .....	11
3.4. Groupes cibles de la Coalition .....	12
3.5. Stratégie d'intervention de la Coalition .....	12
4. Réalisations de la Coalition de 2016-2020, contraintes et leçons apprises .....	12
5. Vecteurs stratégiques .....	13
6. Direction stratégique .....	18
6.1. Principes directeurs .....	18
6.2. Domaines et axes prioritaires d'intervention du plan stratégique 2021-2025 .....	17
6.3. Objectifs stratégiques du Plan Stratégique .....	17
6.3.1. Objectif global du Plan Stratégique .....	17
6.3.2. Objectifs spécifiques .....	17
6.3.3. Objectifs, résultats et stratégies d'actions .....	19
7. Cadre de mise en œuvre du plan stratégique .....	50
8. Mécanisme de suivi-évaluation .....	53
9. Mobilisation et gestion des ressources .....	55
Annexe 1 : Budget estimatif du plan stratégique 2021-2025 .....	57
Documents consultés .....	76

## Liste des abréviations

ADISCO	:	Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
AG	:	Assemblée Générale
AGR	:	Activité Génératrice de Revenus
ASBL	:	Association Sans But Lucratif
BCAB	:	Banque Communautaire et Agricole du Burundi
BIJ	:	Banque d'Investissement des Jeunes
CAM	:	Carte d'Assistance Maladie
CE	:	Comité Exécutif
CNDD/FDD	:	Conseil National pour le Défense de la Démocratie/Forces de Défense de la Démocratie
CNL	:	Conseil National pour la Liberté
CS	:	Conseil de Surveillance
CU	:	Coût Unitaire
FFOM	:	Forces Faiblesses Opportunités et Menaces
IGR	:	Initiative Génératrice de revenus
IMF	:	Institutions de Micro Finances
MPAF	:	Manuel des Procédures Administratives et Financières
SNU	:	Système des Nations Unies
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
OIF	:	Organisation Internationale de la Francophonie
ONATEL	:	Office National de Télécommunication
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OSC	:	Organisation de la Société Civile
PIEBU	:	Parti pour l'indépendance économique du Burundi
PND	:	Plan de Développement du Burundi
PO	:	Plan Opérationnel
PS	:	Plan Stratégique
PTAB	:	Plan de Travail Annuel et Budget
PTF	:	Partenaire Technique et Financier
REGIDESO	:	Régie de production et de distribution de l'eau et de l'électricité
ROI	:	Règlement d'Ordre Intérieur
SIDA	:	Syndrome de l'Immunodéficience acquise
SWOT	:	Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats
UPRONA	:	Union pour le Progrès National
VIH	:	Virus de l'Immunodéficience Humaine

## Résumé exécutif

### **DEFINITION DE LA PLANIFICATION STRATEGIQUE**

La planification stratégique renvoie aux vocables « **planifier** » et « **stratégie** ». Planifier peut signifier: « penser le futur » (*d'après Bolan*). Du grec *startegia*, la **stratégie** est l'art par lequel le Général mène le combat. **Stratégie** signifie « méthodologie, art de coordonner des actions, de manœuvrer habilement pour atteindre un **but** »

La Coalition EPT BAFASHEBIGE a adopté une gestion basée sur la planification stratégique pour: i) coordonner ses activités, ii) s'assurer que le futur est pris en considération, iii) être plus rationnelle, iv) avoir un certain contrôle, v) réduire son incertitude et sa vulnérabilité, vi) et tirer profit de toutes les compétences distinctives.

Le présent plan stratégique constitue un outil de gestion de référence et un document stratégique aussi bien pour les organes dirigeants et les partenaires techniques et financiers que pour le personnel, les membres et les autres catégories de partenaires.

Ainsi, le plan stratégique de la Coalition EPT BAFASHEBIGE (2021-2025) est articulé sur neuf parties.

La première partie du plan stratégique est une introduction qui annonce son articulation.

La deuxième partie décrit le contexte (contexte politico-administratif, social, économique, légal, environnemental, technologique) de l'élaboration du plan stratégique.

La troisième partie est une brève présentation de la Coalition. Elle décrit, notamment, les organes statutaires, la vision, la mission, les objectifs, les valeurs, les groupes cibles et les stratégies d'intervention de la Coalition.

La quatrième partie revient sur les réalisations de la Coalition de 2016 à 2020, avec une note sur les contraintes rencontrées et les leçons tirées.

La cinquième partie décrit les vecteurs stratégiques que sont les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces.

La sixième partie développe la direction stratégique. Il se focalise sur les réalisations projetées par la Coalition sur les cinq (4) prochaines années que couvre le plan stratégique (2021-2025) et comment il compte y parvenir. C'est dans ce chapitre que sont décrits les principes directeurs, les axes d'intervention, l'objectif global du plan stratégique, les objectifs spécifiques, les résultats attendus, les stratégies d'action et les indicateurs.

La septième partie propose un cadre de mise en œuvre du plan stratégique. Elle décrit les groupes cibles, les intervenants dans la mise en œuvre et le mécanisme de coordination de la mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025. Les facteurs de réussite de la mise en œuvre de ce plan stratégique y sont relevés.

La huitième partie décrit les orientations pour le suivi-évaluation, étant entendu que le suivi est continu et que l'évaluation est périodique, avec une production régulière des rapports techniques et financiers.

La neuvième partie fait le point sur la mobilisation (interne et externe) des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025.

Le Budget total sur cinq ans est estimé à Un milliard Huit Cent Trente Deux Million Trente Mille Sept Cent Quarante Huit Francs burundais (1.832.030.748Fbu), **soit environ Neuf Cent Seize Mille Quatre Cent Soixante Quatorze Dollars américains (916.474 USD)**

Le plan stratégique est complété par un budget estimatif qui en fait partie intégrante

## 1. Introduction

Le Plan Stratégique 2021-2025 de la Coalition Education Pour Tous « BAFASHEBIGE » est le fruit d'une réflexion menée au cours d'une mini-retraite professionnelle organisée les 17-19 février 2021, à l'intention des membres et des employés de l'organisation. Il fait suite à celui qui a couvert la période 2016-2020.

Au cours de la mini-retraite professionnelle, tenant compte du contexte actuel, il a été retenu de focaliser l'attention sur trois axes d'interventions, à savoir : (i) le Renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles de la Coalition, (ii) La recherche et (iii) le Plaidoyer et le Lobbying.

## 2. Contexte et justification de l'élaboration du plan stratégique 2021-2025

### 2.1. Contexte

#### 2.1.1. Contexte administratif et politique

Le Burundi est subdivisé en 18 provinces (dont la Mairie de Bujumbura), 119 Communes et 2909 collines. A la tête de la Province se trouve un Gouverneur de Province et chaque commune est dirigée par un Administrateur Communal, tandis que la colline est dirigée par un Chef de Colline. La subdivision scolaire s'est référée à celle administrative.

Du point de vue politique, le Burundi vit un système de pluralisme politique. Le Burundi compte une quarantaine de partis politiques dont seulement trois sont représentés à l'Assemblée Nationale.

Depuis 2005, le pays est dirigé par des institutions issues des élections organisées tous les cinq ans, depuis le sommet jusqu'à la base (Président de la République, Députés, Sénateurs, Administrateurs communaux, Conseillers Communaux, Conseillers collinaires). Les élections qui ont été organisées de Mai à Août 2020 ont conduit le CNDD/FDD à la gestion du Pays.

Le Burundi s'est doté d'une nouvelle Constitution le 7 juin 2018. Cette dernière fait notamment passer de cinq ans à sept ans le mandat présidentiel et maintient à cinq ans la durée des mandats des parlementaires et des élus locaux.

La Constitution de 2018 a mis en place un poste de Premier Ministre et un seul poste de Vice-président de la République. Le Gouvernement actuel comprend 15 Ministres dont cinq femmes (33,3%).

Le Burundi dispose de l'Institution de l'Ombudsman dont le mandat est de six ans non renouvelable, selon la nouvelle Constitution de 2018.

Dans son article 275, La Constitution prévoit cinq Conseils Nationaux, à savoir : le Conseil National pour l'Unité Nationale et la Réconciliation ; l'Observatoire National pour la prévention du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, le Conseil National de sécurité, le Conseil Economique et Social et le Conseil National de la Communication.

Le Burundi est membre d'ensembles régionaux et sous régionaux tels que : la Communauté Est Africaine, la Conférence Internationale des Pays de la Région des Grands Lacs, Communauté des Etats de l'Afrique Centrale, COMESA, la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs, etc....

Des efforts de normalisation des relations avec les partenaires sont enregistrés (Nations Unies, Union Européenne, OIF).

### 2.1.2. Contexte sécuritaire

Le calme règne sur tout le territoire même si quelques cas d'assassinats et de disparitions de citoyens sont signalés ici et là. Le Burundi ne figure plus sur l'Agenda du Conseil de Sécurité.

Avec la crise sociopolitique survenue à partir d'avril 2015, des burundais ont fui le pays. Actuellement, un mouvement de rapatriement volontaire massif s'observe. Le pays s'organise avec l'appui de certains partenaires, dont le HCR, pour mener cette opération dans les conditions les plus humaines possibles

### 2.1.3. Contexte économique

Le Burundi figure sur la liste des pays les plus pauvres de la planète. La pauvreté touche près de 69% des ménages en milieu rural et 34 % en milieu urbain. On estime qu'environ huit burundais sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins d'un dollar par jour).

Le Burundi est un pays essentiellement agricole. Les produits d'exportation sont principalement le café et le thé. Le Pays produit aussi des légumes, des fruits et de l'huile. Le secteur minier commence à intéresser certains investisseurs qui ont même signé des contrats (RAINBOW, BMM...).

Les échanges commerciaux d'importation font face à une rareté et un coût élevé des devises (1USD= 2204,48 francs burundais<sup>1</sup> au cours officiel). Certains secteurs, en l'occurrence l'hôtellerie, ont été durement touchés.

En matière de corruption, l'efficacité des institutions censées lutter contre ce fléau et les malversations économiques, à savoir l'Inspection Générale de l'Etat (IGE), la Brigade Anti-corruption, le Parquet Général près la Cour Anticorruption, la Cour Anti-corruption et la Cour des comptes, n'est pas à la hauteur des attentes<sup>2</sup>.

Enfin, face à un chômage grandissant et frappant toutes les couches de la population, force est de constater l'inefficacité de la politique de l'éducation-emploi.

Nous assistons à l'émergence de nouvelles institutions financières telles que des Institutions de Micro Finances, la Banque d'Investissement des Jeunes (BIJ), la Banque Communautaire et Agricole du Burundi (BCAB) ainsi que la création des coopératives SANGWE dans toutes les communes du pays.

### 2.1.4. Contexte social

Au niveau de l'Education, le Gouvernement a adopté la mesure de gratuité de l'enseignement primaire. Il a aussi récemment revu son système éducatif par l'introduction de l'Ecole Fondamentale dont les premiers lauréats ont passé l'ex état en 2016. Des mesures de fermeture de certaines écoles estimées peu performantes ont été récemment prises par le Ministère ayant l'éducation en ses attributions.

Au niveau de la Santé, une mesure de subvention des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les mères qui accouchent dans les structures publiques est d'application depuis près de dix ans. Les constructions d'infrastructures sanitaires se poursuivent pour rendre accessibles les soins de santé aux communautés.

Cependant, la situation sanitaire reste préoccupante et marquée par la survenue de la COVID-19 et la persistance de nombreuses maladies transmissibles et non transmissibles.....

<sup>1</sup> Source : Affichage BANCOBU le 14 Janvier 2021

<sup>2</sup> Il a été déjà annoncé que la Cour Anti-corruption sera supprimée pour que ses missions soient assignées aux Cours et Tribunaux Ordinaires (Tribunaux de Grande Instance, Cours d'Appel)

### **2.1.5. Contexte technologique**

Le Burundi vit au rythme de l'évolution technologique. L'outil informatique est largement utilisé surtout en milieu urbain (secrétariats publics, cyber café...). La Téléphonie mobile, avec ses applications (communication, réseaux sociaux, transfert d'argent...), est entrée dans le mode de vie du burundais à tous les niveaux et dans tous les milieux. Le pays compte quatre distributeurs de téléphonie mobile (LUMITEL, ONAMOB, ECONET, SMART). Les populations exploitent de plus en plus l'internet, les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp...) et le système de transfert électronique d'argent (LUMICASH, ECOCASH PAY WAY, MOBICASH, MOBIPESA, BANCOBU E-NOTI...)

Plusieurs stations de radiodiffusion sont en place dont certaines dans les provinces (radios communautaires).

Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication constituent une opportunité aussi bien pour la communication interne et entre la Coalition EPT BAFASHEBIGE et ses partenaires, que pour la transmission de messages d'information et de mobilisation sociale autour des activités d'auto développement et de mobilisation des populations.

### **2.1.6. Contexte environnemental et écologique**

Le Burundi perd petit à petit son couvert végétal et la fertilité des sols. Le pays dispose actuellement une usine de fabrication d'engrais organo-minéraux et a imposé le recours aux emballages bio dégradables.

En outre, des fois, le pays subit le coup des changements climatiques qui affectent fortement la production agricole et entraînent une situation de famine et un déplacement de populations, plaçant celles-ci dans des situations de précarité et de vulnérabilité.

De fortes pluies ont provoqué, non seulement des inondations, notamment dans la plaine de l'IMBO y compris Bujumbura et ses environs, mais aussi des glissements de terrains avec comme conséquences des pertes en vies humaines, une destruction d'habitations et des infrastructures (maisons et routes), des déplacements de populations, ainsi que la destruction des exploitations agricoles. La grêle frappe aussi des fois dans certains endroits et détruit les récoltes et les écoles.

Par ailleurs, la démographie galopante du pays exerce une forte pression sur l'environnement et entraîne une destruction des espèces végétales pour la recherche du bois de chauffage. Des initiatives sont en cours pour reboiser les bassins versants (Projet EWE Burundi URAMBAYE) et pour promouvoir l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables (Energie solaire notamment).

### **2.1.7. Environnement légal**

L'environnement légal des OSC au Burundi est marqué par la promulgation de la nouvelle loi n°1/02 du 27 janvier 2017 portant cadre organique des associations sans but lucratif. Cette dernière a remplacé le Décret-Loi n° 1/11 du 18 avril 1992 qui régissait aussi bien les associations sans but lucratif que les confessions religieuses. Ces dernières sont actuellement régies par la loi n°1/35 du 31 décembre 2014 portant cadre organique des confessions religieuses et l'ordonnance ministérielle n° 530/2181 du 08/12/2016 portant mesures d'application de la loi précitée.

Il existe aussi la loi n° 1 /12 du 18 juin 2017 régissant les sociétés coopératives du Burundi.

Il sied de noter que, jusqu'aujourd'hui, les ordonnances d'application de la loi sur les asbl ne sont pas encore signées et publiées. Toutefois, cette nouvelle loi est favorable à l'enregistrement des OSC. En effet, elle ouvre deux voies pour l'enregistrement, soit par le Ministre ayant les associations dans ses attributions, soit par l'Administrateur Communal. Cette même loi prévoit la mise en place d'un cadre de concertation entre l'administration et les organisations de la société civile.

Il convient aussi de signaler que le 23 janvier 2017, la Loi n°1/01 portant modification de la loi n°1/011 du 23 juin 1999 portant modification de Décret-loi n°1/033 du 22 août 1990 portant cadre général de la coopération entre la République du Burundi et les organisations non gouvernementales étrangères (ONGE) a été promulguée.

## **2.2. Justification de l'élaboration du Plan Stratégique 2021-2025**

La Coalition EPT BAFASHEBIGE avait élaboré un Plan stratégique couvrant la période 2016-2020. Ce dernier vient de se clôturer.

Cependant, la mise en œuvre de ce plan stratégique a été affectée négativement, de 2015 à 2018, par la mesure suspensive de financement par notre partenaire ANCEFA

Ainsi, dans le prolongement des réalisations du Plan précédent, la Coalition se propose d'élaborer ce nouveau plan stratégique qui couvre une période de cinq ans (2021-2025).

Ce plan stratégique est un document de référence pour toutes les activités, mais aussi un outil de mobilisation des ressources. Il tient compte des ODD, des réalités actuelles, du Plan National de Développement du Burundi (PND), des politiques sectorielles et des politiques de développement au niveau national et local.

La Coalition veut poursuivre son développement et consolider sa position en tirant profit de l'expérience acquise et de sa notoriété. Ce document sera un outil utile pour le renforcement de l'organisation sur le plan institutionnel et programmatique, ainsi que pour la consolidation des relations avec les partenaires nationaux et étrangers.

A ce titre, la Coalition a choisi d'intervenir sur trois axes, à savoir: (i) le renforcement de ses capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles et des relations partenariales, (ii) la recherche, et (iii) le plaidoyer et le lobbying.

### **3. Données identitaires de la Coalition**

#### **3.1. Brève historique de la Coalition**

La Coalition pour l'Education Pour Tous BAFASHEBIGE est un collectif de la catégorie des Associations sans but lucratif (asbl) nées en avril 2004 à Bujumbura. Elle a été enregistrée officiellement en 2009 par l'ordonnance ministérielle n°530/526. Conformément à la nouvelle loi sur les ASBL, la Coalition a eu sa prise d'acte en date du 26/03/2019 sous le numéro 530/672/CAB/2019. Cette Coalition a été créée à l'initiative des Organisations de la Société Civile locale engagées dans la Campagne pour l'Education pour Tous et dans l'objectif d'agir en synergie dans les activités de la campagne où chaque organisation agissait seule afin de produire un impact solide sur les politiques éducatives. La Coalition est politiquement et économiquement indépendante des pouvoirs publics. Elle est régie par la législation nationale relative aux ASBL. Depuis sa création, la Coalition est devenue un cadre d'informations, de débats et d'actions en vue du suivi des engagements des bailleurs et du Gouvernement du Burundi en matière de financement et de planification de l'éducation. Elle devient de plus en plus une force de propositions et des échanges pour les partenaires de l'action éducative. Elle est composée de collectifs éducatifs, d'associations de la société civile, d'associations de jeunes, du syndicat des enseignants le plus représentatif, des associations de prise en charge des enfants indigents et autres. Elle est en pleine expansion au niveau des organisations membres et au niveau de la couverture géographique. Elle est ouverte à l'adhésion libre et volontaire des autres Organisations de la Société Civile.

La Coalition EPT BAFASHEBIGE fait partie de plusieurs réseaux à savoir, la CME, l'ANCEFA, la Plateforme DESC, le Réseau Marchandisation de l'Education, Collectifs ONG Education (CCONG Education),....

#### **3.2. Organes statutaires de la Coalition**

Les organes statutaires de la Coalition sont :

- L'Assemblée Générale
- Le Comité Exécutif ;
- Le Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'organisation. Elle est composée de toutes les organisations membres. Elle se réunit en session ordinaire, deux fois par an et en session extraordinaire, chaque fois que de besoin.

Le Comité Exécutif est composé de cinq membres dont le Président, le Vice-président, le Secrétaire, le Trésorier et le Conseiller. Il est élu par l'Assemblée Générale pour un mandat de cinq ans, renouvelable.

Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres élus par l'Assemblée Générale en son sein, pour un mandat de trois ans renouvelable. Il a la mission de contrôler et de vérifier les comptes et la régularité des activités de l'organisation.

La gestion quotidienne de la Coalition est assurée par un Secrétariat Exécutif, composé d'un personnel permanent, chargé de l'exécution des programmes suivant les orientations données par l'Assemblée Générale et le Comité Exécutif. Le Secrétariat Exécutif est coordonné par une Coordinatrice Nationale.

### 3.3. Vision, mission et valeurs fondamentales de la Coalition

**Vision :**

Etre une organisation de référence dans le plaidoyer pour un système éducatif burundais fondé sur l'équité, la qualité et la bonne gouvernance.

**Mission :**

BAFASHEBIGE est une Coalition des organisations de la Société Civile engagée dans le plaidoyer pour promouvoir une éducation universelle de qualité.

**Les valeurs fondamentales de la Coalition**

- ✓ l'équité,
- ✓ l'honnêteté,
- ✓ la transparence,
- ✓ l'excellence,
- ✓ l'objectivité et
- ✓ la confiance.

### 3.4. Groupes cibles de la Coalition

Les groupes cibles des interventions de la Coalition sont notamment :

- les décideurs politiques ;
- les responsables administratifs ;
- les élus et leaders locaux ;
- les représentants associatifs ;
- les médias ;
- les jeunes ;
- les femmes
- les personnes vivant avec handicap et
- les communautés à la base vulnérables.

### 3.5. Stratégies d'intervention de la Coalition

Les stratégies d'intervention de la Coalition consistent à :

- Réaliser des études sur l'état de lieux du système éducatif burundais;
- Réaliser des analyses contextuelles pour comprendre l'état des lieux;
- Organiser des formations en direction des membres de la Coalition et d'autres membres de la société civile en vue de renforcer leurs capacités opérationnelles ;
- Réaliser des actions de lobbying et de plaidoyer ;
- Travailler en synergie avec les autres OSC, les secteurs concernés et les citoyens ;
- Constituer une base de données sur les politiques sectorielles, les lois et les engagements gouvernementaux ;
- Organiser des séances de redevabilité envers ses partenaires ;

- Impliquer des cadres de l'administration publique dans les activités concernant leurs secteurs respectifs ;
- Faciliter des rencontres entre l'administration locale et les groupes vulnérables dans les provinces d'intervention de la Coalition.

#### 4. Réalisations de la Coalition de 2016-2020, contraintes et leçons apprises

##### 4.1. Réalisations

- ✓ Actualiser le manuel de procédures administratives et financières
- ✓ Préparer la mise en place de l'antenne de KAYANZA
- ✓ Mettre en place l'antenne de KAYANZA
- ✓ Assemblée Générale
- ✓ Organiser un voyage d'échanges d'expériences dans une Coalition membre d'ANCEFA <sup>2</sup> plus avancée en matière de plaidoyer
- ✓ Renforcer les capacités des élèves de 4 écoles pilotes de Bujumbura Mairie à l'Education à la paix et à la citoyenneté en partenariat avec les institutions habilités
- ✓ Organiser des rencontres d'échanges avec la Commission parlementaire de l'éducation sur les défis de l'Education
- ✓ Participer au forum politique et à l' assemblée générale de ANCEFA
- ✓ Participer à l' assemblée générale de la CME
- ✓ Organiser une campagne de sensibilisation sur les objectifs du cadre de l'éducation 2030
- ✓ Participation dans des réunions organisées par les PTFs et médias
- ✓ Organiser des rencontres de plaidoyer avec les autorités éducatives et communautaires sur les violences faites aux filles en milieu scolaires
- ✓ Faire un suivi /évaluation de l'impact de la relocalisation des enseignants sur la qualité de l'éducation.
- ✓ **Faire une recherche sur la violence faite sur les filles en milieu scolaire : cas de la province RUMONGE ET KAYANZA (où le taux d'abandon est élevé)**

#### 4.2. Contraintes rencontrées

- Suspension des financements par les partenaires de 2016 à 2017
- Réduction de la liberté d'action dû au contexte politique contraignant
- Méfiance de l'autorité publique à l'égard des OSC
- Bipolarisation de l'espace des Organisations de la société civile
- Réduction des opportunités de financements (départ de certains PTF)
- La COVID-19

#### 4.3. Leçons tirées

##### La Coalition a tiré deux grandes leçons, à savoir :

- la cohésion interne, la compréhension commune et la solidarité constituent une force pour la survie et la résilience de la Coalition ;
- l'approche d'intervention de la Coalition basée sur l'approche participative, l'inclusivité, la transparence et la redevabilité lui donne une certaine crédibilité auprès des membres, de l'autorité publique et d'autres partenaires.

#### 5. Vecteurs stratégiques

Les vecteurs stratégiques sont des faits et des tendances qui fournissent une raison incontestable de choisir une stratégie plutôt qu'une autre. Ils se déclinent à partir des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces (Analyse SWOT<sup>3</sup>) au regard des problèmes à résoudre.

- Les forces (*Strengths*) sont les aspects positifs internes que la Coalition contrôle et sur lesquels il peut bâtir dans le futur.
- Les faiblesses (*Weaknesses*) sont les aspects négatifs internes qui sont également contrôlés par la Coalition et pour lesquels des améliorations importantes sont nécessaires.
- Les opportunités (*Opportunities*) se présentent comme les possibilités extérieures positives dont la Coalition peut éventuellement exploiter.
- Quant aux menaces (*Threats*), il s'agit des facteurs exogènes, des problèmes, des obstacles ou des limitations extérieures qui peuvent empêcher ou limiter le développement et les prestations de la Coalition.

Au cours de la mini-retraite professionnelle, les participants ont procédé à une analyse de l'environnement interne et externe de l'organisation, et ont pu relever les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces telles que reprises dans le tableau ci-après.

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconnaissance juridique et administrative (existence légale) ;</li> <li>- Existence d'un siège (adresse physique) ;</li> <li>- Pertinence de sa mission ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible niveau de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des études ;</li> <li>- Faible fonctionnement du Comité de surveillance ;</li> </ul>

<sup>3</sup> SWOT : Strengthes, Weaknesses, opportunities and Threats (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces)

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organes statutaires complets et fonctionnels ;</li> <li>- Alternance démocratique au niveau des organes ;</li> <li>- Expérience confirmée en matière de plaidoyer et lobbying ;</li> <li>- Respect des procédures administratives et des textes réglementaires ;</li> <li>- Crédibilité auprès de ses partenaires ;</li> <li>- Visibilité de l'organisation au niveau national ;</li> <li>- Cohésion et engagement des membres ;</li> <li>- Existence d'outils d'administration et de gestion ;</li> <li>- Existence d'un personnel permanent et qualifié ;</li> <li>- Expertise avérée à travers beaucoup de réalisations ;</li> <li>- Capacités organisationnelles avérées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de ressources (fonds) propres ;</li> <li>- Dépendance aux financements extérieurs ;</li> <li>- Faible mobilisation à l'adhésion.</li> </ul>
---	---

<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Coalition est membre des organisations régionales et internationales de soutien aux OSCE (ANCEFA, CME)</li> <li>- Existence de nouvelles institutions issues des élections de 2020</li> <li>- Existence des stratégies et politiques publiques (vision 2025, PND, politiques et stratégies sectorielles) ;</li> <li>- Existence des plans annuels d'action dans les ministères et administrations publiques ;</li> <li>- Existence d'un Groupe Sectoriel pour l'Education chargé du suivi de la mise en œuvre du PSDEF</li> <li>- Partenaires traditionnels et potentiels ;</li> <li>- La reprise de la coopération entre le Burundi et les PTF (Union Européenne, OIF) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Crise sanitaire mondiale (COVID- 19)</li> <li>- Crise financière mondiale ;</li> <li>- Réduction de l'espace de dialogue entre les OSC et l'administration ;</li> <li>- Très forte dépendance financière extérieure de la Coalition (un seul partenaire) ;</li> <li>- Réticence de certains PTF à intervenir au Burundi ;</li> <li>- Une politisation de la jeunesse.</li> <li>- La paupérisation</li> <li>- Les organisations membres disposent des ressources très limitées</li> <li>- Une croissance démographique galopante est un obstacle à la réalisation des objectifs de l'éducation</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Loi sur les asbl offre une possibilité d'acquérir la reconnaissance d'association d'utilité publique ;</li> <li>- Cadre de concertation entre l'administration et les asbl</li> <li>- Bonne collaboration avec l'autorité publique ;</li> <li>- Possibilité de travailler en réseaux avec d'autres OSC.</li> </ul>	
--	--

L'analyse a aussi concerné les parties prenantes.

Ainsi, pour atteindre ses objectifs, la coalition EPT BAFASHEBIGE a besoin de connaître les profils de ces parties prenantes et les relations qui les lient.

Par rapport à la réussite de notre mission, il y a donc celles qui sont :

- très influentes et très concernées. Celles-ci vont nécessiter un engagement très attentionné, en les consultant régulièrement, en créant le partenariat, en Co organisant des actions.
- D'autres qui sont très intéressées, mais qui ne sont pas très puissantes. Celles-ci doivent être régulièrement informées, connaître leurs avis et leur proposer un rôle d'ambassadeur
- d'autres qui sont très influentes, mais qui n'ont pas beaucoup d'intérêt. Nous allons veiller à ce que ces parties soient satisfaites en leur délivrant des informations de qualité et augmentant leurs intérêts progressivement
- et en fin celles qui n'ont ni intérêt, ni influence. Celles-ci sont à surveiller

Aussi, ces parties ont classées par ordre leurs rôles à jouer. Il y a celles qui doivent être associées, d'autres qui seront contactés en fonction des besoins et des thématiques

<p><b>Peu concernée, très influente :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Partie préminente dont la collaboration est incontournable <ul style="list-style-type: none"> <li>- Médias</li> <li>- Leaders des partis politiques</li> <li>- Police</li> <li>- La justice</li> <li>-</li> </ul> </li> <li>2. Partie est en fonction des besoins <ul style="list-style-type: none"> <li>- PTFs</li> <li>- Union Européenne</li> <li>- Union africaine</li> <li>- Ambassades</li> </ul> </li> </ol>	<p><b>Très concernée, Très influente :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Partie préminente dont le partenariat est incontournable <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mineduc, DPE et DCE</li> <li>- Confessions religieuses</li> <li>- Ministère de la Solidarité Nationale</li> <li>- Mininter</li> <li>- UNICEF</li> <li>- UNESCO</li> <li>- PME</li> <li>- CME</li> <li>- Commission parlementaire de l'Education</li> <li>- GSE</li> <li>- Administration provinciale et communale</li> <li>- Partie est en fonction des besoins</li> </ul> </li> <li>2. En fonction des besoins</li> </ol>
---	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Syndicats</li> <li>- Société Civile</li> <li>- Leaders communautaires</li> <li>- PNUD</li> <li>- Minisanté</li> <li>- PAM</li> </ul>
<p><b>Peu concernée, peu influente :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Partie prenante qui nécessite une surveillance <ul style="list-style-type: none"> <li>- Motard</li> <li>- Les commerçants</li> <li>- Les coiffeurs</li> <li>- Les chauffeurs</li> <li>- Les Rabatteurs</li> <li>- Les pêcheurs</li> </ul> </li> <li>✓ Quelques enseignants</li> <li>✓ Quelques parents</li> </ol>	<p><b>Très concernée, peu influente :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Partie prenante qui est régulièrement informée <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enseignant ;</li> <li>- Comité des parents d'élèves</li> <li>- Abagendana ubumuga, Ntaho nikora, Filles mères ; Abatwa</li> <li>- OSC des groupes marginalisés/ vulnérables</li> <li>- Les Organisations membres de la Coalition</li> <li>- Associations féminines et des vulnérables</li> <li>- Antennes de la Coalition</li> </ul> </li> <li>2. Partie prenante qu'il faut chercher en fonction des besoins <ul style="list-style-type: none"> <li>- Défenseurs des droits humains</li> <li>- War Child</li> <li>- Cordaid</li> <li>- GVC</li> <li>- FVS AMADE Burundi</li> <li>- ONG oeuvrant dans le secteur éducatif</li> <li>- OXFAM</li> <li>- HCR</li> <li>- ActionAid</li> <li>- World Vision</li> <li>- ANCEFA</li> <li>- FINUAP</li> <li>- Pool d'expert</li> <li>- Parents et Enfants</li> </ul> </li> </ol>

## 6. Direction stratégique

Il s'agit de la définition des réalisations projetées par la Coalition sur la période que couvre le plan stratégique (2021-2025) et comment il compte y parvenir. Cela se traduit en termes de principes directeurs, d'objectifs, de résultats et de stratégies d'action.

## 6.1. Principes directeurs

- **L'engagement des intervenants dans la mise en œuvre:** L'engagement de chacun impulse la force, le dynamisme et la motivation des intervenants/acteurs de la réalisation des différentes activités.
- **La pertinence des interventions:** Les interventions répondent aux besoins des groupes cibles bénéficiaires et ces derniers participent à la définition de ces besoins.
- **L'inclusion:** Toutes les parties prenantes (acteurs, alliés et bénéficiaires), sont mises à contribution dans la planification, la mise en œuvre des activités, le suivi et l'évaluation;
- **L'efficacité:** Les bénéficiaires tirent effectivement profit des produits ou des services générés dans la mise en œuvre du plan stratégique.
- **L'efficience:** La Coalition veille à ce qu'il y ait une relation entre les différentes activités à réaliser, les ressources disponibles et les résultats prévus.
- **La participation et l'appropriation:** La participation des différents partenaires et des groupes cibles et l'appropriation du contenu du plan stratégique par ces derniers permettront d'atteindre les résultats escomptés.

## 6.2. Domaines et axes prioritaires d'intervention du plan stratégique 2021-2025

### 6.2.1. Domaines d'interventions

Les domaines dans lesquels la Coalition veut intervenir sont notamment les suivants :

- Education ;

### 6.2.2. Axes d'interventions

Tenant compte du contexte et de sa mission, la Coalition a retenu trois axes d'interventions, à savoir :

- Axe 1 : Renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles et des relations partenariales de la Coalition
- Axe 2 : La recherche,
- Axe 3 : Plaidoyer et lobbying

## 6.3. Objectifs stratégiques du Plan Stratégique

### 6.3.1. Objectif global du Plan Stratégique

L'Objectif global du Plan Stratégique 2021-2025 est de « **Contribuer à la Promotion de l'éducation de qualité et inclusive pour tous au Burundi.**». Cf PS 2016-2020

### 6.3.2. Objectifs spécifiques

- **Objectif spécifique 1.1.** : D'ici 2025, renforcer /consolider les capacités institutionnelles, organisationnelles, opérationnelles et les relations partenariales de la Coalition
- **Objectif spécifique 1.2.** Assurer une coordination, un contrôle et un suivi évaluation efficaces des interventions
- **Objectif spécifique 2.1.** : D'ici 2025, mener des études / enquêtes pour mieux connaître et influencer les politiques éducatives.

- **Objectif spécifique 3** : D'ici 2025, contribuer au changement des politiques éducatives.

### 6.3.3. Objectifs, résultats et stratégies d'actions

Dans cette partie, il s'agira de définir les résultats pour chaque objectif spécifique et les activités pour chaque résultat.

AXE 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES, ORGANISATIONNELLES ET OPERATIONNELLES ET DES RELATIONS PARTENARIALES				
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateur	Stratégies d'actions	Moyens de vérification
<b>Objectif spécifique</b> <b>1.1: Renforcer/ consolider les capacités institutionnelles, organisationnelles, opérationnelles et les relations partenariales de la Coalition</b>	<b>R111. D'ici 2025, tous les organes statutaires de la Coalition sont complets et fonctionnels et l'organisation est ouverte à de nouveaux membres adhérents</b>  <i>Indicateur :</i> <i>Nombre et types d'organes fonctionnels</i>	<b>D'ici 2025, la rentabilité et la redevabilité de la Coalition sont accrues à 90%.avec la réalisation régulière de réunions du Comité Exécutif et staff, audits internes, descentes sur terrain de suivi-évaluation des activités et Assemblées Générales</b>	1111. Organiser les élections des organes statutaires 1112. Tenir au moins deux réunions annuelles de l'Assemblée Générale 1113. Tenir au moins six réunions annuelles du Comité Exécutif 1114. Tenir au moins quatre réunions annuelles du Conseil de surveillance 1115. Produire et transmettre les rapports annuels d'activités au Ministère de l'Intérieur au 31 mars de chaque année 1116. Identifier les personnes qui incarnent les valeurs de la Coalition 1117. Organiser une session de partage et de mobilisation de nouveaux candidats pour les	Nombre d'organes mis en place Nombre de réunions de l'AG Nombre de réunions du CE Nombre de réunions du Conseil de surveillance Nombre de rapports annuels d'activités Nombre de nouveaux candidats membres de la Coalition Nombre de sessions de partage

			<p>intéresser à adhérer à la Coalition</p> <p>1118. Recruter les nouveaux membres;</p> <p>1119. Constituer une nouvelle liste des membres.</p> <p>1120. Organiser annuellement un audit externe</p> <p>Effectuer un audit-organisationnel de la Coalition</p> <p>1121. Effectuer une évaluation annuelle des performances individuelles du staff</p> <p>1122. Organiser une retraite annuelle du CE et staff et membres de la Coalition</p> <p>1126. Actualiser et exploiter les outils d'administration et de gestion (Manuel des procédures administratives et comptables</p>	<p>Nombre de nouveaux membres</p> <p>Nombre de membres effectifs de la Coalition</p>
	<p><b>R1.1.2. D'ici 2025, la structure du Secrétariat Exécutif est fonctionnelle et intègre</b></p> <p><i>Indicateur</i></p>		<p>1121. Doter le SE des ressources humaines nécessaires en tenant compte de la dimension genre</p> <p>1121. Renforcement des capacités du personnel de la coalition EPT BAFASHEBIGE</p>	<p>% de postes en place par rapport aux postes nécessaires</p> <p>% des femmes dans le personnel</p> <p>Taux de réalisation des projets</p>

	<i>Nombre d'unité permanente au Secrétariat Exécutif</i>		1127. Tenir au moins une réunion mensuelle de tout le staff 1127. Evaluer périodiquement le personnel de la Coalition	Existence d'outils actualisés et exploités Nombre de réunions du staff
	<p><b>R113. Les capacités techniques et professionnelles des membres et du personnel de la Coalition sont renforcées</b></p> <p><b>Indicateur :</b> <i>% des membres et du personnel de la Coalition ayant des compétences/capacités adéquates à sa fonction</i></p>	D'ici 2025, les capacités techniques et professionnelles des membres et du <b>personnel de la Coalition sont renforcées à 80%</b>	1132. Elaborer un plan d'apprentissage 1133. Elaborer des modules de formation sur des thèmes spécifiques 1134. Organiser les formations sur les modules élaborés 1135. Evaluer l'impact des formations réalisées	Existence d'un plan de formation/perfectionnement % des thèmes ayant un module de formation  Nombre de personnes formées et qui maîtrisent le contenu du module  Existence d'un rapport d'évaluation de l'impact

	<p><b>R114</b> D'ici 2025, le plan stratégique de la Coalition est financé</p> <p><b>Indicateurs :</b>  <i>% des fonds mobilisés par rapport aux prévisions</i>  <i>Niveau de respect des plans prévisionnels des dépenses des projets</i></p> <p><i>Taux d'accroissement des fonds d'autofinancement</i></p>		<p>1141. Elaborer un plan de mobilisation des fonds</p> <p>1142. Former les membres et le personnel sur la mobilisation des fonds et élaboration des projets</p> <p>1143. Identifier des partenaires financiers</p> <p>1144. Mobiliser des fonds auprès des partenaires</p> <p>1145. Initier des activités d'autofinancement de la Coalition</p>	<p>Existence d'un plan de mobilisation des fonds</p> <p>Nombre de personnes formées sur l'élaboration des projets capable de mobiliser le fond</p> <p>Nombre de projets élaborés et financés</p> <p>Existence d'une banque de projets</p> <p>Nombre et types d'AGR d'autofinancement opérationnelles</p>
	<p><b>R115. La visibilité de la Coalition est accrue</b></p> <p><b>Indicateur :</b>  <i>Existence d'un cadre d'échanges</i></p>	<p>D'ici 2025, la <b>visibilité et la rentabilité de la Coalition sont accrues à 90%</b></p>	<p>1151. Elaborer une stratégie de communication</p> <p>1152. Alimenter le site web de la Coalition et ses réseaux sociaux</p> <p>1155. Animer des émissions et débats radiotélévisés</p> <p>1155 Produire des outils de communication et de sensibilisation</p> <p>1156. Participer dans des échanges avec les autres acteurs</p>	<p>Stratégie de communication mise en place</p> <p>Contenu du site web et réseaux sociaux</p> <p>Document synthèse de plaidoyer</p> <p>Emissions animées</p> <p>Outils de communication et de sensibilisation produits</p>

			1157. Instaurer le système d'échange et de partage des documents avec les partenaires	<p>Lettre d'invitation, rapport d'activité</p> <p>Existence d'une stratégie de communication et de plaidoyer actualisée</p> <p>Nombre de personnes formées en communication, plaidoyer et lobbying</p> <p>Site web et réseaux sociaux actifs</p> <p>Nombre de publications réalisées</p> <p>Nombre d'émissions radiotélévisées animées</p>
<b>Objectif spécifique 1.2. Le mécanisme de suivi-évaluation est mis en place</b>	<p><b>R121 Un mécanisme de planification périodique est mis en place</b></p> <p><i>Indicateur</i> Existence de documents de planification</p>	D'ici 2025, la coordination et la planification est améliorée à 90%	<p>1213. Elaborer et exécuter des plans d'action opérationnels</p> <p>1214. Elaborer un plan stratégique 2026-2030</p>	<p>Plans d'action opérationnels</p> <p>Existence d'un plan stratégique 2026-2030</p>

	<p><b>R122. Le système de suivi-évaluation est renforcé</b></p>	<p>D'ici 2025, le système de contrôle et suivi-évaluation est accru à 60%</p>	<p>1221. Elaborer et exploiter les outils de suivi-évaluation, en intégrant la dimension genre  1222. Organiser des réunions trimestrielles et annuelles d'évaluation  1223. Réaliser une évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la Coalition (en 2023)  1224. Réaliser une évaluation finale du Plan Stratégique de la Coalition (en 2025)  1225. Evaluer le plan d'action annuel  Elaborer la politique genre de la Coalition    1225. Mener une enquête de satisfaction du public par rapport aux prestations de la Coalition (Etude sur l'image publique de la Coalition)  1226. Produire les rapports périodiques d'activités selon les exigences des partenaires  1227. Réaliser des audits des projets mis en œuvre</p>	<p>Outils d'évaluation élaborés et disponibles</p> <p>Liste de présences, PV des réunions  Rapport d'évaluation, liste des participants</p> <p>Rapport d'évaluation, Liste des participants</p> <p>Rapport d'évaluation, Liste des participants  PV de sélection de l'auditeur, TDRs de recrutement, Rapport d'audit</p> <p>Outils d'enquete, Rapport d'enquête,</p> <p>Rapports</p>
--	---	---	---	--

			<p>1229. Organiser, en faveur des membres et du personnel, une retraite d'auto-évaluation chaque année</p>	<p>PV de sélection de l'auditeur, TDRs de recrutement, Rapport d'audit</p> <p>Liste de présences</p> <p>Nombre et types d'outils de suivi-évaluation exploités</p> <p>Nombre de réunions semestrielles tenues</p> <p>Existence d'un rapport d'évaluation</p> <p>Existence d'un rapport d'évaluation finale du PS 2021-2025</p> <p>Existence d'un rapport d'enquête de satisfaction</p> <p>Nombre de rapports périodiques produits</p>
--	--	--	--	---

				<p>Nombre d'audits de projets réalisés</p> <p>Nombre d'audits externes réalisés</p> <p>Nombre de retraites professionnelles tenues</p>
--	--	--	--	--

AXE 2 : RECHERCHE				
Objectifs spécifiques	Résultats	Indicateur	Stratégies d'action	Moyens de vérification
<p><b>Objectif spécifique 2.1. :</b> D'ici 2025, mener des études / enquêtes pour mieux connaître et influencer les politiques éducatives</p>	<p><b>R2.1.1. L'Etat des lieux de réalisation de l'ODD4 au Burundi</b></p>		<p>2111. ; <b>Réaliser une étude sur la mise en œuvre de l'ODD4 au Burundi</b></p> <p>2112 : Tenir des séances d'appropriation de l'étude</p>	<p>TDRs de recrutement du consultant, PV de recrutement</p> <p>Existence d'une étude sur la mise en œuvre de l'ODD4 au Burundi</p> <p>Nombre de séances d'appropriation tenues et nombre de participants</p>

	<p><b>R2.1.2. D'ici 2025, La coalition dispose des données sur les différents thématiques du secteur éducatif Burundais</b></p>		<p>2121. Analyser les données sur les dépenses publiques d'éducation</p>	<p>Rapport d'analyse</p> <p>Nombre des séances tenues, nombre de personne qui ont pris part dans cette activité</p>
			<p>2131. Mener une étude sur le niveau de décalage entre les programmes revus dans le fondamental et les programmes en vigueur dans les institutions formatrices d'enseignants.</p> <p>2132. Mener une étude sur l'impact de la formation continue</p>	<p>TDRs de recrutement du consultant, PV de recrutement, Etude disponible</p>

			des enseignants sur la qualité de l'enseignement au Burundi	TDRs de recrutement du consultant, PV de recrutement, Etude disponible
			2.1.4.1. Evaluer l'impact de la privatisation sur la qualité de l'enseignement au Burundi	TDRs de recrutement du consultant, PV de recrutement, Etude disponible
			2.1.4.2. Mener une étude sur le niveau d'implication des OSC dans l'élaboration, dialogue et suivi des politiques éducatives	TDRs de recrutement du consultant, PV de recrutement, Etude disponible
			2.1.4.3. Mener une étude sur l'évolution de la rétention des élèves au 3 premiers cycles du fondamental au Burundi (2018-2022)	TDRs de recrutement du consultant, PV de recrutement, Etude disponible
			2.1.4.4. Mener une étude sur l'analyse de la couverture médiatique sur les	

			questions lieu à l'éducation	
--	--	--	------------------------------	--

AXE 3 : PLAIDOYER ET LOBBYING				
Objectifs spécifiques	Résultats	Indicateur	Stratégies d'action	Moyens de vérification
<b>Objectif spécifique 3</b> Contribuer dans l'élaboration, planification, mise en oeuvre des politiques éducatives.	<b>R311 Les organisations sont compétentes pour défendre les droits à l'éducation équitable, inclusive et de qualité pour tous.</b>	D'ici 2025, des actions de plaidoyer aux niveaux des décideurs sont organisées	3111. Elaborer/Adapter les modules de formation /perfectionnement sur les thèmes spécialisés 3112. Organiser les formations/perfectionnement des femmes et des jeunes sur les modules élaborés/adaptés  2. Organiser des séances de formation des organisations de la société civile féminine sur l'approche CVA 3. Renforcer les capacités des OSC membres et la Communauté locale sur les techniques de lobbying et plaidoyer	Nombre de modules de formation adaptés  Nombre de femmes et de jeunes formés/es  Nombre de clusters (IGR) créés  Document de plaidoyer disponible Liste de présences, Rapport d'activité

	<p><b>Les outils de plaidoyer sont disponibles</b></p>		<p>1153. Elaborer un document synthèse de plaidoyer</p> <p>1154. Produire et diffuser des émissions radiotélévisées sur une éducation inclusive et de qualité</p> <p>1154. Produire et diffuser des outils de plaidoyer (Affiches, Dépliants, livrets, sketch, spots, ...)</p> <p>1156. Organiser des caravanes au niveau communautaire</p> <p>1157. Organiser des journées de réflexion sur l'amélioration de l'accès et la qualité de l'enseignement.</p> <p>1158. Organiser des journées porte-ouvertes pour l'éducation inclusive :</p> <p>1159. Sensibiliser les enseignants sur droit à l'éducation pour tous,</p> <p>11510. Sensibiliser les acteurs impliqués dans le secteur de l'éducation à fournir des informations aux medias.</p>	<p>Liste de présences, Rapport d'activité</p>
--	--	--	---	---

			<p>Créer un bulletin d'information hebdomadaire sur une éducation inclusive, équitable et de qualité.</p> <p>Organiser annuellement foire "vacance" pour l'école</p> <p>Organiser annuellement la SMAE</p> <p>Soliciter des espaces réservés aux questions de l'éducation dans les médias.</p> <p>7. Organiser des rencontres avec la commission parlementaire de l'éducation et autres acteurs œuvrant dans le domaine</p> <p>8. Renforcer le Partenariat de collaboration sur les groupes marginalisés et vulnérables avec les institutions étatiques impliqués.</p>	
--	--	--	--	--

	<p><b>Le partenariat avec les parties prenantes est renforcé</b></p>		<p>3. Renforcer la collaboration avec les PTFs et les autres acteurs impliqués.</p> <p>Participer dans des foras nationales, regionales et internationaux.</p> <p>Organiser des cafés de presse autour des politiques éducatives</p> <p>1123. Participer dans le Groupe Local Education, les groupes thématiques éducation et les revues sectorielles</p> <p>3. Organiser des séances de sensibilisation des enfants vulnérables sur leur implication dans la planification, mise en oeuvre et suivi des politiques éducatives.</p> <p>1124. Identifier et Sensibiliser les groupes marginalisés/vulnérables à se regrouper en associations</p>	
--	--	--	---	--

	<p><b>R311 Les groupes des marginalisés/vulnérables participent activement dans les activités de plaidoyer</b></p>		<p>3. Organiser des séances de sensibilisation des communautés locales sur la problématique de l'éducation inclusive.</p> <p>3. Sensibiliser les médias sur la couverture médiatique des questions de l'éducation ;</p> <p>3. Organiser des séances de sensibilisation des leaders des partis politiques sur l'éducation inclusive, équitable et de qualité.</p> <p>Créer et former les points focaux de la coalition BAFASHEBIGE dans les medias.</p>	
--	--	--	--	--

	<p><b>R312 La connaissance des droits et devoirs par les jeunes et les femmes vulnérables s'améliore</b></p> <p><b>Indicateur</b>  <i>% de femmes qui déclarent avoir amélioré la connaissance de leurs droits et devoirs</i></p>	<p>D'ici 2025, la participation de la femme et des groupes marginalisés/vulnérables dans le processus d'élaboration des politiques éducatives est accrue</p>	<p>3.1.2.1. Former les leaders des organisations des groupes marginalisés/vulnérables (anciens et ceux nouvellement créés) sur les techniques de plaidoyer.</p> <p>3.1.2.2. Organiser des rencontres de plaidoyer en faveur d'une éducation inclusive auprès des décideurs en impliquant des groupes marginalisés / vulnérables</p> <p>3.1.2.3. Renforcer les capacités des groupes marginalisés/ vulnérables sur le processus d'élaboration des politiques éducatives</p> <p>3121. Faire un état des lieux sur la position de la femme dans les zones d'intervention et dans les différents secteurs</p> <p>3122. Organiser des sessions de partage des résultats avec l'administration, les femmes, les jeunes et les membres de la Coalition</p>	<p>Liste de présences, Rapport d'activité</p> <p>Listes de présences, rapport d'activité</p> <p>Liste de présences, rapport d'activité</p> <p>Existence d'un rapport d'étude sur la position de la femme dans les zones d'intervention et dans les différents secteurs</p> <p>Nombre de groupes d'acteurs représentés aux sessions de partages des résultats de l'étude</p>
--	---	--	---	---

	<p><b>R313. Les représentants associatifs (100) prennent davantage conscience de leurs rôles et responsabilités dans la promotion des bonnes pratiques de gestion des affaires publiques</b></p> <p><b>Indicateur</b> <i>Niveau d'engagements des OSC dans la promotion des bonnes pratiques de gestion des affaires publiques</i></p>	<p>D'ici 2025,</p>	<p>3131. Organiser des ateliers de renforcement des capacités en matière de droits et devoirs, bonnes pratiques dans la gestion des affaires publiques</p>	<p>Listes de présences, rapport d'activité</p> <p>Nombre de représentants associatifs participants aux ateliers de renforcement des capacités</p>
	<p><b>R314. La collaboration entre les associations locales et l'autorité locale est améliorée</b></p> <p><b>Indicateur</b> <i>Fréquence des réunions de concertation</i></p>		<p>3141. Participer aux réunions des intervenants dans la zone d'intervention</p> <p>3142. Organiser des réunions de concertation entre les OSC locales et les responsables</p>	<p>% de participation dans des réunions tenues à l'intention des intervenants</p> <p>Nombre de réunions de concertation organisées</p> <p>Nombre de catégories de participants représentés</p>

### 6.3.4 Cadre de résultats

<b>AXE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES, ORGANISATIONNELLES ET OPERATIONNELLES ET DES RELATIONS PARTENARIALES</b>									
<b>Objectif spécifique 1.1: D'ici 2025, renforcer /consolider les capacités institutionnelles, organisationnelles, opérationnelles et les relations partenariales de la Coalition</b>									
<b>R1.1.1. R1.1. D'ici 2025, tous les organes statutaires de la Coalition sont complets et fonctionnels et l'organisation est ouverte à de nouveaux membres adhérents</b>									
<b>Stratégies d'action</b>	<b>Responsable</b>	<b>Livrable</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>Total</b>	<b>Source de vérification</b>
1111. Tenir 2 réunions annuelles de l'Assemblée Générale	Président/Représentant Légal	2 réunions par an	2	2	2	2	2	10	PV de réunions et liste des présence
1112. Tenir 6 réunions annuelles du Comité Exécutif	Président/Représentant Légal	6 réunions par an	6	6	6	6	6	30	PV de réunions et liste des présence
1113. Tenir 4 réunions annuelles du Conseil de surveillance	Président Comité de Surveillance	4 réunions par an	4	4	4	4	4	20	PV de réunions et liste des présence
1114. Produire et transmettre les rapports annuels d'activités au Ministère de l'Intérieur au 31 mars de chaque année	Président/Représentant Légal	Un rapport annuel	1	1	1	1	1	5	presence Rapport d'activités
1115. Identifier les organisations qui incarnent les valeurs de la Coalition	Comité Exécutif	10 organisations candidates identifiés		4	4	2		10	Liste des organisations/personnes contactées Rapports de mission d'identification
1116. Organiser deux sessions de partage et de mobilisation de nouveaux candidats pour les intéresser à adhérer à la Coalition	Comité Exécutif	Une session par an	1	1	1	1	0	4	Rapport de la session

1117. Admettre et responsabiliser les nouveaux membres	Comité Exécutif	10 nouveaux membres admis		4	4	2		10	Liste des nouveaux membres
1118. Constituer une nouvelle liste des membres.	Comité Exécutif	Liste des membres	1	1	1	1	1	1	Liste des membres effectifs
1119. Acquérir les équipements et matériels bureautiques nécessaires	Secrétariat Exécutif	Lot d'équipements et matériels	1	1	1	1	1	5	PV de réception des équipements
<b>R1.1.2. D'ici 2025, la structure et le fonctionnement du Secrétariat Exécutif (SE) intègrent systématiquement la dimension genre</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
1121. Doter le SE des ressources humaines nécessaires en tenant compte de la dimension genre	Comité Exécutif	100% des postes prévus	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Liste du personnel
1122. Payer les rémunérations du personnel contractuels de la Coalition	Secrétariat Exécutif	100% du budget de la masse salariale exécutés	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Rapport financiers et liste de paie
1123. Assurer les frais de fonctionnement (loyer, REGIDESO, ONATEL, consommables, logistique)	Secrétariat Exécutif	100% des frais de fonctionnement exécutés	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Rapport financier/des dépenses
1124.									
1125. Effectuer une évaluation annuelle des performances individuelles du staff	Secrétaire Exécutive et Comité Exécutif	100% du personnel évalués	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Fiches individuelles d'évaluation

1126. Actualiser et exploiter les outils d'administration et de gestion (Manuel des procédures administratives et comptables...)	Comité Exécutif et	Six outils de base actualisés et exploités	6	6	6	6	6	6	6	Documents physiques adoptés
1127. Tenir au moins une réunion mensuelle de tout le staff	Secrétaire Exécutive	Un réunion mensuelle de staff tenue	12	12	12	12	12	60		PV des réunions
<b>R113. Les capacités techniques et professionnelles des membres et du personnel de la Coalition sont renforcées</b>										
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total		Source de vérification
1131. Etablir un état des lieux des besoins en renforcement des capacités chaque année	Secrétariat Exécutif	Recueil des besoins détaillés	1	1	1	1	1	5		Document physique du recueil
1132. Elaborer un plan annuel de formation des membres et du personnel	Secrétariat Exécutif	Document de plan de formation	1	1	1	1	1	5		Document physique du plan de formation
1133. Elaborer/Actualiser les modules de formation	Secrétariat Exécutif	Documents de modules de formation	10	10	10	10	10	10		Documents physiques des modules
1134. Organiser les formations du personnel et des membres	Secrétariat Exécutif	100% formés	100%	100%	100%	100%	100%	100%		Rapports de formation et liste des bénéficiaires de formations par sexe
1135. Evaluer l'impact des formations réalisées	Secrétariat Exécutif	Document de rapport d'évaluation			1		1			Document physique du rapport d'évaluation validé

<b>R114. La Coalition dispose de capacités matérielles et financières pour la mise en œuvre de son plan stratégique</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
1141. Elaborer un plan de mobilisation des fonds	Comité Exécutif+ Secrétariat Exécutif	Document de plan de mobilisation des fonds	1	1	1	1	1	1	Document physique du plan de mobilisation des fonds
1142. Former les membres et le personnel sur la mobilisation des fonds et élaboration des projets	Secrétariat Exécutif	Au moins 50% formés	5	5	5	5	5	5	Liste des personnes formées Rapport de formation
1143. Elaborer des projets à soumettre aux Bailleurs de fonds et PTF	Secrétariat Exécutif	Documents de projets	2	2	2	2	2	10	Documents physiques de projets
1144. Répondre aux appels à propositions	Secrétariat Exécutif	Documents de propositions	1	1	1	1	1	5	Documents physiques des propositions
1145. Constituer une banque de projets	Secrétariat Exécutif	Nombre de projets prêts pour soumission	3	3	3	3	3	15	Liste des projets élaborés en attente de soumission Fichiers des projets élaborés
1146. Initier des activités d'autofinancement de la Coalition	Secrétariat Exécutif	Document de stratégie d'autofinancement	1	1	1	1	1	1	Document de stratégie d'autofinancement

<b>R115. D'ici 2025, la visibilité de la Coalition est améliorée à travers une communication interne et externe, le plaidoyer et le lobbying dynamiques</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
1151. Actualiser la stratégie de communication et de plaidoyer	Secrétariat Exécutif et	Document de stratégie	1	1	1	1	1	1	Document physique de stratégie de communication et de plaidoyer
1152. Former les membres et le personnel en communication et en plaidoyer et lobbying	Secrétariat Exécutif et	80% formés	80%	80%	80%	80%	80%	80%	Rapport de formation et Liste des personnes formées
<u>1153. Animer le site web de la Coalition (www.bafashebig.org) et les réseaux sociaux</u>	Chargé de la communication	Site opérationnel	1	1	1	1	1	1	Plan du site/Architecture du site/Informations postées sur le site
1154. Publier les rapports d'activités de la Coalition sur son site Web	Secrétariat Exécutif	Publication mensuelle	12	12	12	12	12	60	Informations sur le Site web de la Coalition
1155. Animer des émissions radiotélévisées	Représentant légal	Une animation par trimestre	4	4	4	4	4	20	Rapports d'émissions/ Emissions radiotélévisées et liste des thèmes développés

<b>Objectif spécifique 1.2. La coordination, le contrôle et le suivi évaluation sont efficaces</b>									
<b><i>R121 De 2021 à 2025, un mécanisme de planification périodique est mis en place</i></b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
1212. Elaborer et exécuter les plans de travail annuels et budgets	Secrétariat Exécutif	Document de PTAB	1	1	1	1	1	5	PTAB en cours d'exécution
1213. Elaborer et exécuter des plans semestriels de travail	Secrétariat Exécutif	Document de plans semestriels	2	2	2	2	2	10	Plans semestriels en cours d'exécution
1214. Elaborer le plan stratégique 2026-2030	Comité Exécutif	Document de plan stratégique					1	1	Documents physiques du PS Rapport de validation du PS 2026-2030
<b><i>R122. Le système de contrôle, de suivi-évaluation est renforcé</i></b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
1221. Elaborer et exploiter les outils de suivi-évaluation, en intégrant la dimension genre	Comité Exécutif et Secrétariat Exécutif	Outils en exploitation	3	3	3	3	3	3	Documents physiques des outils exploités
1222. Organiser des réunions trimestrielles et annuelles d'évaluation	Comité Exécutif	Réunions trimestrielles d'évaluation	4	4	4	4	4	20	Rapports des réunions d'évaluation trimestrielles
		Réunions annuelles d'évaluation	1	1	1	1	1	5	Rapports des réunions d'évaluation annuelles
1223. Réaliser une évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la Coalition (en 2023)	Comité Exécutif	Rapport d'évaluation à			1			1	Rapport d'évaluation à mi-parcours validé

		mi-parcours du PS							
1224. Réaliser une évaluation finale du Plan Stratégique de la Coalition (en 2025)	Comité Exécutif	Rapport d'évaluation finale du PS					1	1	Rapport d'évaluation finale du Plan stratégique validé
1225. Mener une enquête de satisfaction du public par rapport aux prestations de la Coalition (Etude sur l'image publique de la Coalition)	Comité Exécutif	Rapport d'enquête				1		1	Document physique du rapport d'enquête
1226. Produire les rapports périodiques d'activités selon les exigences des partenaires	Secrétariat Exécutif	Rapport semestriels	2	2	2	2	2	10	Document physique des rapports périodiques
1227. Réaliser des audits internes des projets mis en œuvre	Comité Exécutif	Rapports d'audits des projets	3	3	3	3	3	15	Document physique du rapport d'audits
1228. Réaliser des audits externes chaque année	Comité Exécutif	Rapport d'audit annuel	1	1	1	1	1	5	Document physique des rapports d'audits
1229. Organiser une retraite professionnelle chaque année (membres de la Coalition + personnel)	Comité Exécutif	Session annuelle de retraite professionnelle	1	1	1	1	1	5	Rapport de la session de retraite annuelle Liste de présence
12210. Réaliser des études et analyses ponctuelles	Secrétariat Exécutif	Rapports d'Etudes réalisées	2	2	2	2	2	10	Rapports de validation des études

<b>R123. Les relations de partenariats et de collaboration avec les partenaires sont renforcées et diversifiées</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
1231. Identifier les partenaires/ intervenants locaux pouvant être des partenaires potentiels pour la mise en œuvre du PS de la Coalition	Comité Exécutif	Liste des partenaires potentiels	1	1	1	1	1	1	Rapport d'identification Liste et coordonnées des partenaires identifiés
1232. Etablir des conventions de collaboration avec les partenaires/intervenants locaux ciblés	Représentant Légal	Conventions signées	1	1	1	1	1	5	Documents de conventions signées
1233. Créer des réseaux avec d'autres acteurs qui interviennent dans les mêmes domaines ou ayant des missions similaires	Comité Exécutif/Représentant Légal	Réseaux	2	2	2	2	2	2	Rapports de creation des reseaux, listes des reseaux créés Identité et coordonnées de la coordination du réseau
1234. Exécuter en commun avec des partenaires locaux des projets au niveau du pays	Secrétariat Exécutif	Projets exécutés en commun	2	2	2	2	2	2	Documents de projets Rapports des projets exécutés
1235. Organiser au moins une session annuelle d'échanges et de partage avec les partenaires sur les domaines prioritaires d'intervention de la Coalition	Comité Exécutif et Secrétariat Exécutif	Sessions tenues	1	1	1	1	1	5	Rapports des sessions Liste de présence

1236. Identifier les possibilités et les domaines de partenariats possibles au niveau sous regional	Comité Exécutif et Secrétariat Exécutif	Liste des domaines	2	2	2	2	2	2	Liste descriptive des domaines identifiés
1237. Etablir des conventions de partenariats au niveau sous régional	Représentant Légal	Conventions de partenariat dans la sous région signées	1	1	1	1	1	1	Documents physiques de convention (niveau sous régional)
1238. Etablir des conventions de partenariats au niveau international	Représentant Légal	Conventions de partenariat au niveau international signée	1	1	1	1	1	1	Documents physiques de conventions (niveau international)

AXE 2. RECHERCHE									
Objectif spécifique 2.1. : D'ici 2025, mener des études / enquêtes pour mieux connaître et influencer les politiques éducatives									
R211.									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
2111.									
2112.Organiser des ateliers d'échanges sur les bonnes pratiques entre les leaders au niveau central et intermédiaire	Secrétariat Exécutif	400 leaders touchés par les séances d'échanges	80	80	80	80	80		Rapports de session et liste des leaders touchés par sexe
2113.Organiser des sessions de sensibilisation sur des thèmes spécialisés à l'intention des leaders au niveau centrale et intermédiaire	Secrétariat Exécutif	400 leaders touchés par les séances de sensibilisation	80	80	80	80	80		Rapports des ateliers et liste des leaders touchés par sexe

<b>R212.</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
2121. Organiser des sessions inclusive de sensibilisation sur la participation pacifique/non violente au processus électoral à l'intention des leaders au niveau local (politiques, leaders d'opinions, jeunes, femmes)	Secrétariat Exécutif	1200 leaders locaux touchés par les séances de sensibilisation			400	400	400	1200	Rapports des ateliers et liste des participants par sexe
<b>R213.</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification

<b>AXE 3: PLAIDOYER ET LOBBYING</b>									
<b>Objectif spécifique 3 : D'ici 2025, contribuer au changement des politiques éducatives.</b>									
<b>R311 L'autonomisation économique et la participation politique des femmes (3000) et des jeunes (3000) s'améliorent</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
3111. Adapter les modules de formation /perfectionnement en leadership et management entrepreneurial	Secrétariat Exécutif	Deux modules de formation	2	2	2	2	2	2	Documents physiques des modules
3112. Appuyer l'organisation des bénéficiaires (femmes, jeunes femmes/filles et jeunes gens) en clusters et groupements pour les IGR	Secrétariat Exécutif	Groupements d'IGR créés en tenant compte du sexe	5	5	5	5	5	25	PV des mises en place des groupements d'IGR Liste des clusters/groupements créés et liste des membres par sexe
<b>R312 La connaissances et la défense des droits et exercice des devoirs par les jeunes et les femmes s'améliorent</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025		Source de vérification
3121. Faire un état des lieux sur la position de la femme dans les zones ciblées dans les différents secteurs chaque année	Secrétariat Exécutif	Rapport d'étude	1	1	1	1	1	5	Documents physiques des études/Rapports de validation

3122. Organiser chaque année une sessions de partage des résultats entre les responsables administratifs, les femmes et jeunes leaders des zones d'intervention et la Coalition	Secrétariat Exécutif et Consultant	1 session par zone	4	4	4	4	4	20	Rapports des sessions de partage des résultats de l'Etude Listes de présence
---	------------------------------------	--------------------	---	---	---	---	---	----	---

<b>R313. Les Représentants associatifs (100) prennent davantage conscience de leurs rôles et responsabilités dans la promotion des bonnes pratiques de gestion des affaires publiques</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
3131. Organiser chaque année deux ateliers de renforcement des capacités de 100 Représentants associations des vulnérables en matière de droits et devoirs, bonnes pratiques dans la gestion des affaires publiques	Secrétariat Exécutif	Deux sessions tenues	2	2	2	2	2	10	Rapports des sessions
	Secrétariat Exécutif	500 Représentants d'associations	100	100	100	100	100	500	Liste des participants par sexe
<b>R314. La collaboration entre les associations locales et l'autorité locale est améliorée</b>									
Stratégies d'action	Responsable	Livrable	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Source de vérification
3141. Participer aux réunions des intervenants dans la zone d'intervention	Président de la Coalition et Secrétaire Exécutif/ Coordinateur	Réunions	2	2	2	2	2	10	Rapport de participation à la réunion
3142. Organiser des réunions de concertation entre les OSC locales et les responsables administratifs une fois le semestre	Président de la Coalition et Secrétaire Exécutif	Réunions	2	2	2	2	2	10	Rapport de participation à la réunion
3143. Initier et opérationnaliser un cadre permanent de concertation entre les OSC locales et l'administration	Président de la Coalition et Secrétaire Exécutif	Cadre opérationnel	1	1	1	1	1	1	Rapport des activités du cadre de concertation

## 7. Cadre de mise en œuvre du plan stratégique

### 7.1. Zones d'intervention

Au cours de la période 2021-2025, la Coalition consolidera ses actions sur toute l'étendue du pays.

### 7.2. Cibles ou bénéficiaires

Selon l'analyse des parties prenantes, les interventions de la Coalition seront dirigées principalement vers les décideurs politiques, responsables administratifs, les élus et leaders locaux, les représentants associatifs, les leaders religieux, les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec handicap des communautés à la base.

### 7.3. Intervenants impliqués dans la mise en œuvre

Il s'agit principalement des organes statutaires et du Secrétariat Exécutif de la Coalition et des parties prenantes.

#### ❑ Les organes statutaires et le Secrétariat Exécutif de la Coalition

Le Plan Stratégique 2021-2025 sera mis en œuvre, d'une part, par les organes de gouvernance de la Coalition (Assemblée Générale, Comité Exécutif, Comité de Surveillance) et d'autre part, par l'équipe du Secrétariat Exécutif.

L'équipe du Secrétariat Exécutif, dans sa diversité de compétences, assurera la mise en œuvre des activités du plan stratégique à travers un Plan de Travail Annuel et Budget (PTAB). Des employés temporaires et des Experts pourront être recrutés selon les besoins de la cause.

#### ❑ Les parties prenantes

Les parties prenantes à la mise en œuvre du plan stratégique sont notamment : le Gouvernement et l'Administration (Institutions/structures publiques), les communautés (leaders d'opinion, hommes, femmes, jeunes), d'autres Organisations de la société civile, les structures privées, les médias et les partenaires techniques financiers.

- *Le Gouvernement et l'Administration*

La Coalition poursuivra ses relations de bonne collaboration avec les Ministères techniques (ministères sectoriels avec lesquels la Coalition mène des activités) et l'Administration territoriale et communale. Ils seront impliqués dans la mise en œuvre, le suivi et évaluation des activités menées. Au besoin, une convention de collaboration pourra être signée avec les concernés.

- *Les partenaires techniques et financiers.*

La Coalition consolidera ses relations avec les partenaires techniques et financiers qui appuient les domaines de ses interventions et leur soumettra des projets. De nouvelles opportunités de partenariats seront identifiées et exploitées.

- *Les bénéficiaires*

Les bénéficiaires sont les décideurs (élus et non élus), les responsables administratifs, les communautés (hommes, femmes, jeunes et les personnes vulnérables). Ils seront mis à contribution pour la définition des besoins et l'évaluation de l'impact des interventions.

- *Les autres Organisations de la Société Civile*

Dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2021-2025, il est envisagé de travailler, selon les besoins de la cause, en synergie avec d'autres organisations.

- *Les médias*

Un cadre de collaboration sera établi avec les médias pour relayer les messages, contribuer au plaidoyer et vendre l'image positive l'action de la Coalition.

#### **7.4. Facteurs clés de réussite**

Pour réussir la mise en œuvre de ce plan stratégique, les facteurs clés de succès se situent à trois niveaux : au niveau stratégique, au niveau institutionnel et au niveau opérationnel.

Au niveau stratégique, les facteurs clés de succès sont, notamment, les suivants :

- Le renforcement du leadership et de la vision au sein des organes de gouvernance (Assemblée Générale, Comité Exécutif et Conseil de Surveillance) et du staff ;
- Une réflexion sur le rajeunissement de la composition des membres de l'organisation
- Le développement de partenariats stratégiques avec les PTF et les autres intervenants ;
- L'appropriation du plan stratégique par les membres et le staff de la Coalition ;
- L'élaboration et/ou l'actualisation des outils d'administration et de gestion et de mobilisation des ressources, ainsi que leur exploitation effective.

Au niveau institutionnel, les facteurs de succès sont, notamment, les suivants :

- La tenue régulière des réunions statutaires et le suivi de la mise en œuvre des recommandations et des décisions prises ;
- La tenue de réunions techniques pour analyser ensemble l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités du Plan Stratégique
- L'organisation et la tenue d'une retraite professionnelle annuelle pour un autodiagnostic de la vie et du fonctionnement de l'organisation.

Au niveau opérationnel, les facteurs de succès sont, notamment, les suivants :

- L'élaboration d'un Plan de Travail Annuel et Budget et la formulation de projets ;
- La mise en place et l'exploitation d'un système de suivi et évaluation ;
- L'adoption d'une approche proactive;
- L'affectation des ressources suffisantes (humaines, matérielles et logistiques);
- Le renforcement des capacités de plaidoyer et de lobbying ;
- Le renforcement des capacités d'adaptation et d'innovation ;
- Le développement de la communication institutionnelle ;
- Le renforcement des partenariats existants et la recherche de nouveaux partenaires ;
- La bonne collaboration avec le Gouvernement et les structures publiques décentralisées ou déconcentrées.

### **7.5. Menaces et risques**

La réduction de la coopération de certains partenaires avec le Burundi avec comme conséquence une rupture de financements peut entraîner la suspension ou l'arrêt des activités.

Une forte focalisation sur les prochaines élections de 2025 pourrait freiner la réalisation des activités sur le terrain vers les deux dernières années.

## 8. Mécanisme de suivi-évaluation

Le suivi et l'évaluation permettront à la Coalition de s'assurer, non seulement de la mise en œuvre efficace et effective du plan stratégique.

Le Secrétariat Exécutif élaborera chaque année un Plan de Travail Annuel et Budget (PTAB) ainsi que les indicateurs de performance à atteindre. Un système de d'information et de communication sera mis en place et exploité.

### 8.1. Suivi

Le Comité Exécutif suivra de près, à travers des réunions régulières, les différentes étapes de la mise en œuvre du plan stratégique. Le Comité de Surveillance jouera son rôle de s'assurer du bon fonctionnement et de la bonne gestion du patrimoine de l'organisation.

Le Secrétariat Exécutif organisera des réunions techniques, produira des rapports périodiques et les transmettra à qui de droit.

Le suivi sera axé sur les résultats et fera partie de la gestion du Plan Stratégique 2021-2025. Il consistera en une collection régulière ou permanente des informations/données à la base des indicateurs de performance (IOV). Organisé à l'interne, il permettra d'examiner l'état d'avancement du PS. Plus particulièrement, il permettra au Secrétariat Exécutif de déceler à temps d'éventuelles dérives du PS et de s'ajuster en cas de besoin. Les commentaires permettront à ce que des mesures appropriées soient prises afin d'assurer la conformité et l'atteinte des résultats escomptés (effets et extrants). Cela comprendra la documentation systématique, l'analyse et l'élaboration des rapports d'activités.

Toutes les activités de suivi seront basées sur l'observation des résultats et non seulement sur les activités exécutées et les prestations fournies. En effet, on part de l'hypothèse qu'une relation de cause à effet doit exister entre les interventions de la Coalition et les résultats ou changements attendus notamment par les bénéficiaires des interventions de la Coalition.

Le suivi sera assuré par un chargé de suivi et évaluation qui travaillera sous la supervision du Secrétaire Exécutif. Pour assurer le suivi efficace, le chargé du suivi et évaluation assurera l'acquisition, le traitement, le stockage et l'extraction des données. Il fera en sorte que les autres responsables de la Coalition, chacun en ce qui le concerne, déterminent régulièrement si les résultats obtenus au niveau des activités (projets ou programmes) contribuent effectivement à l'obtention des résultats au niveau supérieur, et par suite à celle des effets, assurant ainsi la cohérence de la chaîne des résultats.

Les données de base seront recueillies pour appuyer certaines des observations formulées dans l'analyse du contexte général et dans d'autres titres du Plan Stratégique. Les antennes provinciales seront des centres d'excellence de collecte des informations. Des IOV auront été définis lors de l'élaboration des plans opérationnels pour déterminer, dans la suite, si les actions ont été fructueuses.

Les réunions périodiques d'auto évaluation guideront la prise des décisions et permettront d'ajuster les stratégies à mesure que le Plan Stratégique évolue.

### 8.2. Evaluation

Une évaluation annuelle sera effectuée et des audits financiers seront réalisés chaque année.

Le système de gestion de l'information en place sera redynamisé (collecte, saisie et traitement des données, production de rapports, animation du site web de la Coalition, des réseaux sociaux,...).

Une évaluation est une analyse des activités et de l'impact suivie d'une formulation des recommandations à un moment donné sur base des indicateurs de succès indiquant l'achèvement de l'objectif du Plan Stratégique. Evaluer c'est examiner les résultats obtenus et les progrès réalisés dans l'accomplissement des objectifs (global et spécifiques). L'évaluation permettra à la Coalition d'améliorer sa façon de faire ou de trouver de nouveaux problèmes à régler. Généralement, l'évaluation externe est commanditée par le partenaire (bailleur) pour le projet qu'il finance. La Coalition fera une auto évaluation de la mise en œuvre de son Plan Stratégique.

L'évaluation ne se limitera pas à apprécier les progrès accomplis mais fournira en temps opportun des appréciations sur la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des activités, des projets ou des programmes.

Rétrospectivement, la question de pertinence reviendra souvent à se demander si les résultats d'une activité, d'un projet, d'un programme restent appropriés compte tenu de l'évolution de la situation. L'efficacité mesurera le degré d'économie avec lequel les apports seront transformés en résultats. L'efficience (rapport coût-efficacité) déterminera si les coûts d'une activité, d'un projet ou d'un programme pourront être justifiés par les résultats (produits et effets). Par durabilité, on entendra la persistance des bénéfices d'une activité ou d'un projet une fois que l'assistance clé aura cessé.

L'évaluation permettra à la Coalition de tirer des enseignements des activités, des projets ou des programmes qui auront été couronnés de succès comme de ceux qui auront moins bien réussi. Cela est important pour améliorer la mise en œuvre de l'activité, du projet ou du programme en prenant éventuellement des mesures correctives, mais également en veillant à éviter des écueils similaires à l'avenir. Les enseignements tirés, l'expérience et les connaissances accumulées à la suite des évaluations se traduiront par des progrès au niveau de l'élaboration des processus de décision, de la programmation et de la gestion.

La Coalition effectuera une revue à mi-parcours du Plan Stratégique en 2023. Il va tirer des enseignements de la mise en œuvre effective afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre ultérieures.

Une évaluation finale du Plan Stratégique en 2025 afin d'identifier les réalisations, relever les contraintes rencontrées et les leçons tirées. Un rapport détaillé de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2021-2025 sera produit. Les conclusions seront une référence pour l'élaboration du prochain plan stratégique (2026-2030)

### 8.3. Système d'information et de communication

La Coalition mettra à jour son système d'information et de communication interne et externe. Le site web de l'organisation sera régulièrement animé pour accroître la visibilité et l'image positive de la Coalition. Les réseaux sociaux seront rationnellement exploités pour passer l'information et la partager en temps réel.

## 9. Mobilisation et gestion des ressources

### 9.1. Mobilisation des ressources

La Coalition élaborera et mettra en œuvre un plan de mobilisation des ressources fonds aussi bien en interne qu'à l'extérieur.

Ces ressources sont notamment les suivantes:

- 1) Ressources financières:
  - Cotisations des membres
  - Vente de services extérieurs payants
  - Soumissions de projets aux PTF
- 2) Ressources humaines:
  - Equipe technique de la Coalition
  - Experts recrutés ponctuellement
  - Avocat Conseil
- 3) Ressources institutionnelles
  - Partenariats avec d'autres organisations professionnelles
- 4) Ressources documentaires
  - Collection de documents physiques (lois, politiques, stratégies, revues...)
- 5) Ressources matérielles

Dans ses démarches de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce Plan Stratégique, la Coalition va recourir à une combinaison d'actions visant, notamment à :

- Identifier les différentes catégories de ressources à mobiliser (savoir quoi mobiliser et combien);
- Identifier de nouveaux partenaires et approcher les organismes et les institutions susceptibles de lui fournir les appuis nécessaires
- Comprendre les motivations par rapport aux domaines d'intervention de la Coalition;
- Mobiliser tous les partenaires impliqués dans les domaines d'intervention de la Coalition ;
- Formuler des projets et les soumettre pour financement auprès des différents partenaires techniques et financiers;
- Veiller à la qualité et à la pertinence des projets et à leur adaptation au contexte.
- Répondre aux appels à propositions qui seront lancés par les Bailleurs de fonds
- Constituer une banque de projets ;
- Gérer rationnellement les ressources mobilisées;
- Garder le souci d'assurer une autonomisation financière progressive de la Coalition.

## **9.2. Gestion des ressources**

La Coalition veillera à ce que tous les outils d'administration et de gestion exigés par la bonne gestion soient actuels, disponibles et judicieusement exploités pour garantir la traçabilité, la transparence et l'exactitude des opérations.

Le Manuel des procédures administratives et financières sera rationnellement exploité ainsi que la note de gestion de frais de mission ;

La Coalition exploitera également les autres outils en rapport avec la gestion des ressources à sa disposition.





**R1.1.2. D'ici 2025, la structure et le fonctionnement du Secrétariat Exécutif intègrent systématiquement la dimension genre**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2					Total
					021	022	023	024	025	
1121	Doter le SE des ressources humaines nécessaires en tenant compte de la dimension genre	Affectation	1	2.000.000		2.000.000			2.000.000	4.000.000
1122	Payer les rémunérations du personnel contractuel de la Coalition	Masse salariale annuelle	5	52.846.149	48.230.748	54.000.000	54.000.000	54.000.000	54.000.000	264.230.748
1123	Assurer les frais de fonctionnement (loyer, REGIDESO, ONATEL, consommables, logistique)	Frais annuels		1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	5.000.000
1124	Recruter des unités additionnelles selon les besoins	Unité								
1125	Effectuer une évaluation annuelle des performances individuelles du staff	Evaluation	5		-	-	-	-	-	-
1126	Actualiser et exploiter les outils d'administration et de gestion (Manuel des procédures administratives et comptables)	H/J Consultant	30	8.000.000		8.000.000			8.000.000	16.000.000
1127	Tenir au moins une réunion mensuelle de tout le staff	Réunion mensuelle		-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total112</b>										<b>289.230.748</b>

**R113. Dès 2021, les capacités techniques et professionnelles des membres et du personnel de la Coalitiona sont renforcées**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total
1131	Etablir un état des lieux des besoins en renforcement des capacités Chaque année (Cfr audit organisationnel)	Liste des besoins	5	-	-	-	-	-	-	-
1132	Elaborer un plan annuel de formation des membres et du personnel	Plan annuel	5	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000
1133	Elaborer/actualiser 10 modules de formation (5H/J par module)	Consultant H/J	50	300 000	7 500 000	7 500 000				15 000 000
1134	Organiser les formations du personnel et des membres (2 jours)	Session	5	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	15 000 000
1135	Organiser des séances de formation des médias sur le traitement des questions en rapport avec les politiques éducatives	Atelier	1	5 000 000		5 000 000				5 000 000
1136	Evaluer l'impact des formations réalisées	Consultant H/J	16	300 000			2 400 000		2 400 000	4 800 000
1137	Renforcer les capacités des membres de la société civile sur les techniques et	Atelier	1	6 600 000		6 600 000				6 600 000





**R115. D'ici 2025, la visibilité de la Coalition est améliorée à travers une communication interne et externe, le plaidoyer et le lobbying dynamiques**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total
1151	Actualiser la stratégie de communication et de plaidoyer	Consultant H/J	8	300 000	-	2 400 000	-	-	-	2 400 000
1152	Former les membres et le personnel en communication et en plaidoyer et lobbying	Session de deux jours	5	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	15 000 000
1153	Animer le site web de la Coalition ( <a href="http://www.bafashebige.org">www.bafashebige.org</a> )	Webmaster H/mois	60	300 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	18 000 000
1154	Publier les rapports d'activités de la Coalition sur son site Web	Publication	60	-	-	-	-	-	-	-
1155	Animer chaque trimestre des émissions radiotélévisées	Emission trimestrielle	20	500 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 000
<b>Sous total 115</b>										<b>45.400.000</b>

**Objectif spécifique 1.2. La coordination, le contrôle et le suivi évaluation sont efficaces**

**R121 De 2021 à 2025, un mécanisme de planification périodique est mis en place**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total
1211	Elaborer et valider le plan stratégique 2021-2025	Consultant H/J	50	300 000	7 500 000				7 500 000	15 000 000



**R122. Le système de contrôle, de suivi-évaluation est renforcé**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total
1221	Elaborer et exploiter les outils de suivi-évaluation, en intégrant la dimension genre	Consultant H/J	30	300 000	9 000 000	-	-	-	-	9 000 000
1222	Organiser des réunions trimestrielles et annuelles d'évaluation	Réunions trimestrielles d"évaluation	20	600.000	2.400.000	2.400.000	2.400.000	2.400.000	2.400.000	12.000.000
1223	Réaliser une évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la Coalition (en 2023)	Consultant H/J	10	300 000			3 000 000			3 000 000
1224	Réaliser une évaluation finale du Plan Stratégique de la Coalition (en 2025)	Consultant H/J	10	400 000					4 000 000	4 000 000
1225	Mener une enquête de satisfaction du public par rapport aux prestations de la Coalition (Etude sur l'image publique de la Coalition)	Consultant H/J	10	400 000				4 000 000		4 000 000
1226	Produire les rapports périodiques d'activités selon les exigences des partenaires	Rapports périodiques	10	-	-	-	-	-	-	-







**AXE 2 :RECHERCHE****Objectif spécifique 2.1.** : D'ici 2025, mener des études / enquêtes pour mieux connaître et influencer les politiques éducatives**R211. Les leaders au niveau central et intermédiaire sont sensibilisés sur les principes et les bonnes pratiques de la gouvernance et dans la gestion des affaires publiques**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2	2	2	2	2	Total
					021	022	023	024	025	
2111	Organiser des ateliers d'échanges sur les bonnes pratiques entre les leaders au niveau central et intermédiaire	Ateliers tenus (2 par an)	10	5000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000
2112	Organiser des sessions de sensibilisation sur la participation pacifique/non violente au processus électoral à l'intention des leaders au niveau centrale et intermédiaire	Ateliers (2par an)	10	5 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000
2113	<b>Réaliser une étude sur la mise en œuvre de l'ODD4 au Burundi</b>	Consultant	1			8.000.000				8.000.000
2114	Collecter les données sur l'évolution des dépenses publiques d'éducation et la répartition des ressources entre les sous-secteurs	Consultant					8.000.000			8.000.000

2115	Mener une étude sur le niveau de décalage entre les programmes revus dans le fondamental et les programmes en vigueur dans les institutions formatrices d'enseignants et évaluer son impact sur la qualité des apprentissages au Burundi.	Consultant					8.000.000			8.000.000
2132.	Mener une étude sur l'impact de la formation continue des enseignants sur la qualité de l'enseignement au Burundi	Consultant					8.000.000			8.000.000
	Évaluer l'impact de la privatisation sur la qualité de l'enseignement au Burundi	Consultant						8.000.000		8.000.000
<b>Sous total 211</b>										<b>140 000 000</b>

**R212.**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total
------	-----------	-------	-----	----	-------	-------	-------	-------	-------	-------

2121		Sessions de formation								
2122	Organiser des ateliers d'échanges sur les bonnes pratiques entre les leaders au niveau local (1jour et 40 par session)	Ateliers d'échanges	30	3 000 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000	90 000 000
2123	Organiser des sessions inclusive de sensibilisation sur la participation pacifique/non violente au processus électoral à l'intention des leaders au niveau local (politiques, leaders d'opinions, jeunes, femmes)	Sessions de sensibilisation	30	5 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	150 000 000
	<b>Sous total</b>									<b>240.000.000</b>

**R213.**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total
2131		Consultant H/J	10	300 000	3 000 000	-	-	-	-	3 000 000
2132	Tenir des séances d'appropriation des procédures de gestion et des pratiques d'Ethique	Sessions d'appropriation des procédures	12	1 500 000		6 000 000	6 000 000	6 000 000		18 000 000

<b>Sous total 213</b>									<b>21.000.000</b>
<b>Sous total axe 2</b>									<b>401.000.000</b>

### AXE 3: PLAIDOYER ET LOBBYING

**Objectif spécifique 3** : D'ici 2025, contribuer au changement des politiques éducatives.

**R311 L'autonomisation économique et la participation politique des femmes (3000) et des jeunes (3000) s'améliorent**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	Total
3111	Adapter les modules de formation /perfectionnement sur des thèmes spécialisés (leadership, entrepreneuriat...)	Consultant H/J (8 H/J jours par module)	16	300 000		4 800 000				4 800 000
3112	Appuyer l'organisation des bénéficiaires (femmes, jeunes femmes/filles et jeunes gens) en clusters et groupements pour les IGR	Session d'encadrement des clusters/IGR	25	3 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	75 000 000
3113	Accompagner les groupements bénéficiaires des subventions octroyées (femmes, jeunes femmes/filles et jeunes gens)	Subventions octroyées (5 subventions par an)	25	1 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000
<b>Sous total 311</b>										<b>104 800 000</b>





**R314. La collaboration entre les associations locales et l'autorité locale est améliorée**

Code	Activités	Unité	Qté	CU	2		2		2		Total
					021	022	023	024	025		
3141	Participer aux réunions des intervenants dans la zone ciblée (4 par an)	Réunion (mission)	20	150 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	3 000 000
3142	Organiser des réunions de concertation entre les OSC locales et les responsables administratifs une fois le semestre	Réunion	10	1000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 000
3143	Initier et opérationnaliser un cadre permanent de concertation entre les OSC locales et l'administration	Fonctionnement du cadre (Budget annuel)	5	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000
<b>Sous total 314</b>					<b>7 600 000</b>	<b>38 000 000</b>					
<b>Sous total Axe 3</b>											<b>231 800 000</b>
<b>TOTAL GENERAL(1+1+3)</b>											<b>1.832.030.748</b>

## **Documents consultés**

### **A. Documents nationaux de politiques**

- Plan National de Développement du Burundi

### **B. Lois**

- Constitution de la République du Burundi
- Loi n°1/02 du 27 janvier 2017 portant cadre organique des Associations sans but lucratif au Burundi
- Loi n°1/35 du 31 décembre 2014 portant cadre organique des confessions religieuses et l'ordonnance ministérielle n° 530/2181 du 08/12/2016 portant mesures d'application de la loi précitée.

### **C. Documents internes de l'OAG**

- Coalition, Statuts de la Coalition Education Pour Tous BAFASHEBIGE,
- Coalition, Règlement d'Ordre Intérieur de la Coalition Education Pour Tous BAFASHEBIGE,
- Coalition, Plan Stratégique 2018-2020 de la Coalition Education Pour Tous BAFASHEBIGE,
- Coalition, Manuel des Procédures Administratives et Financières de la Coalition,
- Coalition, Stratégie de mobilisation de fonds de la Coalition Education Pour Tous BAFASHEBIGE
- Coalition, Rapport annuel d'activités, exercice 2019,
- Coalition, Rapport annuel d'activités, exercice 2020